

Unité interdépartementale Anjou Maine  
Pôle Economie Circulaire  
Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy  
– CS80145  
49183 Saint Barthélemy d'Anjou Cedex

Saint Barthélemy d'Anjou, le 12 juillet 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **MAUGES COMMUNAUTÉ**

Le Petit Bois Girard  
Saint Macaire en Mauges  
49450 SEVREMOINE

Références : EC-2022-369-INSP-MAUGES COMMUNAUTÉ-St Macaire en M-RAP

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2022 dans la déchèterie MAUGES COMMUNAUTÉ implanté Le Petit Bois Girard à Saint Macaire en Mauges 49450 SEVREMOINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAUGES COMMUNAUTÉ
- Le Petit Bois Girard - Saint Macaire en Mauges 49450 SEVREMOINE
- Code AIOT dans GUN : 0006302361
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La superficie de la déchèterie est de 10 000 m<sup>2</sup>. Elle comprend une plateforme haut de quai équipée de bennes pour le dépôt des usagers, un local de stockage des déchets dangereux des ménages, des conteneurs pour les stockages d'huiles usées, huiles végétales, filtres à huiles... A noter que le dépôt des végétaux et gravats réalisé au sol est accessible pour les usagers à partir du haut de quai. L'exploitation de la déchèterie du Bois Girard à St Macaire en Mauges a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 16 juillet 1998 modifié par donner acte du classement dans les rubriques déchets le 29 août 2016. Le changement d'exploitant au profit de Mauges Communauté a été acté par le préfet le 29 août 2016.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de la visite d'inspection du 31 mai 2016
- contrôles réglementaires

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suites constats de la visite d'inspection du 31 mai 2016	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.4	/	Sans objet
Suites constats de la visite d'inspection du 31 mai 2016	Arrêté Préfectoral du 16/07/1998, article 4	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	Code de l'environnement du 06/06/2018, article R.511-9	/	Sans objet
Suites constats de la visite d'inspection du 31 mai 2016	Arrêté Préfectoral du 16/07/1998, article 7.2	/	Sans objet
Suites constats de la visite d'inspection du 31 mai 2016	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19	/	Sans objet
Suites constats de la visite d'inspection du 31 mai 2016	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27	/	Sans objet
Suites constats de la visite d'inspection du 31 mai 2016	Arrêté Préfectoral du 16/07/1998, article 8.1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Suite à la précédente visite d'inspection réalisée en 2016, des améliorations ont été apportées à la gestion de la déchèterie (transmission du bilan annuel d'activités, mise en place de gardes corps métalliques, nettoyage de la réserve incendie, vérification des installations électriques, des extincteurs..).

Toutefois, deux écarts persistent relatifs à la méconnaissance du réseau de collecte et de traitement des eaux pluviales et l'absence d'abri et de rétention pour le stockage des huiles usagées.

Dans la mesure où cette déchèterie devrait fermer définitivement en 2025, l'inspection des ICPE prend en compte que des travaux lourds de modernisation ne vont pas être entrepris, toutefois elle demande à l'exploitant :

- de procéder à des investigations approfondies sur le réseau de collecte des eaux pluviales d'ici la fin de l'année 2022 ;
- de placer sous abri et sur rétention la borne à huile usagées d'ici le 31 octobre 2022.

Les deux observations suivantes ont été notées:

- lever les non conformités du rapport de vérification des installations électriques d'ici le 31 octobre 2022 ;
- signaler la réserve incendie dans un délai de deux mois.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/06/2018, article R.511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement dans la nomenclature des ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> Selon les modifications de la nomenclature des ICPE, l'installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets relève du régime de l'enregistrement (volume de DND 840 m <sup>3</sup> ). L'Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent au site. Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations autorisées avant le 1 <sup>er</sup> juillet 2018 à partir du 1 <sup>er</sup> juillet 2019, à l'exception des articles 13, 14, 16 qui ne leur sont pas applicables. L'installation de collecte de déchets dangereux visée par la rubrique 2710-1 reste soumise à Autorisation. la quantité de déchets dangereux susceptible d'être entreposé est de 84 t comprenant une collecte ponctuelle de déchets d'amiante liée.
<b>Constats :</b> Suivant une étude d'optimisation des déchèteries de Mauges Communauté réalisées par un bureau d'études en 2016, Le schéma d'organisation a été acté par les élus de Mauges Communauté en juillet 2017.  Celle de St Macaire en Mauges - Sevremoine nécessitait des travaux. Depuis, suivant la mise en place d'un nouveau réseau de 10 déchèteries au sein du territoire de Mauges Communauté, il est prévu la fermeture définitive de la déchèterie de St Macaire en Mauges en 2025.  L'inspection des ICPE indique à l'exploitant qu'un dossier de cessation d'activités (articles R.512-39-1 à R.512-39-4) devra être communiqué au préfet.
<b>Observations :</b> //
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Suites constats de la visite d'inspection du 31 mai 2016

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/07/1998, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Bilan annuel
<b>Prescription contrôlée :</b> Au plus tard le 1er mars de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspecteur des ICPE un récapitulatif des déchets réceptionnés au cours de l'année précédente.  Il était demandé à l'exploitant de transmettre un bilan annuel d'activités tous les ans.
<b>Constats :</b> Les bilans annuels des déchèteries sont transmis régulièrement. Le dernier date du 23 mars 2022. En 2021, environ 4 100 t de déchets non dangereux et 140 t de déchets dangereux ont été collectées dans la déchèterie de Saint Macaire en Mauges. S'y ajoute une collecte d'amiante liée de 18 t sur une journée.
<b>Observations ://</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Suites constats de la visite d'inspection du 31 mai 2016

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, contrôle des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables.  Aucun contrôle des installations électriques n'était réalisé. L'inspection des ICPE demandait à l'exploitant de faire vérifier les installations tous les ans. Dans son courrier en réponse du 26 janvier 2017, l'exploitant avait communiqué le rapport de vérification des installations électrique du 23/08/2016 et les justificatifs de la levée des observations.
<b>Constats :</b> La vérification des installations électriques est réalisée tous les ans. Le dernier contrôle par Socotec date du 22 février 2022. Deux observations étaient notées.
<b>Observations :</b> L'exploitant est en attente de devis d'électriciens pour procéder aux interventions. L'inspection des ICPE demande à exploitant la levée effective des observation notées sur le rapport de vérification des installations électriques d'ici le 31 octobre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Suites constats de la visite d'inspection du 31 mai 2016

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des chutes et collisions
<b>Prescription contrôlée :</b> Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zones possibles de dépôts de déchets. I. - Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas. Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers. II. - Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.  Il était demandé à l'exploitant de mettre en œuvre un dispositif anti chute le long de la plateforme haut de quai et des panneaux de signalisation. Dans son bilan d'activités transmis en mars 2022, l'exploitant indiquait qu'il était prévu d'installer des dispositifs anti chute sur les 10 déchèteries non équipées durant le 1er semestre 2022.
<b>Constats :</b> Il a été constaté la pose de garde-corps métalliques tout le long de la plateforme haut de quai. Des panneaux de signalisation ont été mis en place à divers endroits.
<b>Observations :</b> //
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Suites constats de la visite d'inspection du 31 mai 2016

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des huiles
<b>Prescription contrôlée :</b> Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche.  Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé.  Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux. Le stockage des huiles minérales n'était pas réalisé sous abri.
<b>Constats :</b> Il a été constaté que la cuve acier d'huiles usagées n'était pas placée sous abri, ni dans une rétention. L'exploitant indique qu'elle va être remplacée par une borne à huiles double peau prochainement. Le sol de l'aire de dépôt des huiles usagées n'est pas étanche (bitume).  L'inspection des ICPE demande à l'exploitant de placer la borne à huiles minérales sur rétention et sous abri d'ici le 31 octobre 2022.
<b>Observations :</b> //
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Suites constats de la visite d'inspection du 31 mai 2016

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/07/1998, article 8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité-Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> La protection contre l'incendie est assurée par une réserve d'eau d'un volume disponible d'au moins 120 m3 accessible , en toute circonstance, aux véhicules de lutte contre l'incendie. La réserve incendie était couvert d'algues. Il était demandé de procéder au curage de la réserve d'eau incendie et d'assurer un accès aux services de secours.
<b>Constats :</b> Le pompage et le nettoyage de la réserve d'eau incendie ont été réalisés en septembre 2020 par la société AVDL environnement. La remise en eau a été effectuée en novembre 2020.
<b>Observations :</b> La réserve incendie n'est pas signalée. L'inspection des ICPE demande à l'exploitant d'apposer un panneau de réserve incendie ainsi que son volume disponible dans un délai de deux mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Suites constats de la visite d'inspection du 31 mai 2016

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/07/1998, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de ruissellement des aires de manutention et stockage des déchets sont rejetées au milieu naturel après un traitement approprié. Il était demandé de procéder à l'entretien du réseau d'eaux, des bordures béton de la plateforme des déchets verts et du débourbeur déshuileur et de réaliser un contrôle des rejets d'eaux.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'était pas en mesure de justifier l'existence d'un réseau d'eaux pluviales sur le site. Le plan de masse d'origine de 1998 décrit un réseau d'eaux de collecte des eaux pluviales et un dispositif de traitement (débourbeur déshuileur) avant rejet au milieu naturel. A l'emplacement présumé du débourbeur déshuileur, se trouve un bosquet d'arbustes. Des avaloirs sont présents. Aucun contrôle des rejets d'eaux pluviales n'a été réalisé.  L'inspection des ICPE demande à l'exploitant de mener des investigations approfondies sur le réseau de collecte des eaux pluviales d'ici la fin de l'année 2022. Le compte rendu sera transmis avec le bilan annuel d'activité en mars 2023.  A noter que la déchèterie devrait fermer définitivement en 2025. Dans le cadre du dossier de cessation d'activités, un diagnostic des sols et des eaux devra être réalisé.
<b>Observations :</b> //
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet